

CONTRIBUTION DES OPERATEURS PRIVES DU
SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE
DU MALI A L 'ETUDE
« SAHEL 21 / VISION GLOBALE »

Issue de l'Atelier sur l'Agro-Alimentaire
Tenue le 28 février 1997 au Centre Hawa Keïta (Bamako)

Consultant :

Monsieur Ibrahim Bocar BA

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

COMITE NATIONAL DU CILSS

COMMISSION D'ORGANISATION
DE L'ATELIER "OPERATEURS PRIVES
DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE
DU MALI - SAHEL 21 "

COMPTE RENDU

RELATIF A L'ORGANISATION DE L'ATELIER
DES OPERATEURS PRIVES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DU MALI

<<EXERCICE SAHEL 21>>

COMMISSION D'ORGANISATION

BAMAKO
MARS 1997

INTRODUCTION

Le présent rapport rend compte des activités menées dans le cadre de la participation des Opérateurs Privés du Secteur Agro-Alimentaire du Mali à l'exercice <<SAHEL 21>> initié par le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel <<CILSS>>.

Le secteur a pris part aux réflexions et débats du Forum National sur <<SAHEL 21>>, suite à une mission de sensibilisation et un appui financier du Projet de Fluidification des Echanges et Rapprochement des Politiques Agro-Alimentaires <<FERAP>>.

Dans ce cadre, un atelier a été organisé le 28 février 1997, et a fait l'objet d'un document élaboré en guise de contribution du secteur au processus <<SAHEL 21>> engagé au Mali.

Ce rapport présente les points suivants :

- le déroulement de la phase préparatoire;
- le déroulement de l'atelier;
- le compte rendu financier.

I LA PHASE PREPARATOIRE

Du 10 au 14 février 1997, Mr Harouna DIA, Chargé de mission auprès du FERAP, s'est rendu à Bamako dans le cadre de la préparation du Forum National <<SAHEL 21>> au Mali.

Le but de cette mission était d'une part de sensibiliser les opérateurs privés du secteur agro-alimentaire, sur le processus <<SAHEL 21>> en cours et d'autre part d'assurer leur participation aux réflexions et débats du Forum National.

Sur la demande du Correspondant National du CILSS, le Relais National PROCELOS - Mali (RNP), a donné une assistance technique à cette mission. C'est ainsi que Mr DIA, accompagné du Secrétaire Permanent du RNP, a rencontré le 12 février 1997 :

- le Président de l'Association Malienne des Exportateurs de Fruits et Légumes (AMELEF);

- le Directeur Général et le Directeur Technique de l'Agence pour la Promotion des Filières Agricoles (APROFA);

- le Chef de la Division Economie des Filières de l'Institut d'Economie Rurale (IER);

- la Directrice de l'Unité de Transformation et de Conditionnement des Denrées Alimentaires (UCODAL);

- le Directeur du Service Exploitation et du Réseau de la Banque National de Développement Agricole (BNDA);

- le Directeur de la SENAGRI (commerçant céréalier);

- et le Directeur National des Industries.

Le 13 février 1997, la mission a organisé une réunion d'information, à laquelle ont participé :

- le représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM);

- le représentant de la Fédération Nationale des Employeurs du Mali (FNEM);

- le Président de l'AMELEF;

- le Directeur de la COCETRAM (transformateur et exportateurs de céréales);
- la Directrice de UCODAL;
- le Secrétaire Permanent du PROCELOS.

Au cours de cette rencontre, Mr DIA, a donné des informations très détaillées sur le processus <<SAHEL 21>> dans les Etats membres du CILSS en général et particulièrement sur les conclusions et recommandations du séminaire régional de Dakar tenu du 28 au 31 octobre 1997. Il a ensuite proposé l'organisation d'un atelier, pour permettre l'implication du secteur dans ce processus et sa contribution au niveau national, par sa participation effective au Forum prévu les 06 et 07 mars 1997 à Bamako.

Cette rencontre a permis de mettre en place une commission d'organisation en vue de la préparation de l'atelier :

- * Présidence : Dr Ousmane BA - FNEM ;
- * Vice Présidence : Mamadou N'DIAYE - CCIM;
- * Organisation : Mme MARIKO Fadima SIBY - Chef d'Entreprise.

La commission a fait une proposition de budget et de calendrier pour la mise en oeuvre de son programme <<SAHEL 21>>.

Mr DIA, a promis d'en rendre compte immédiatement au FERAP, afin de mobiliser le financement. Il a ensuite exhorté la commission, à tout mettre en oeuvre pour la réussite de l'atelier et pour sa participation effective au Forum.

Le Président de la Commission d'organisation a tenu à rassurer Mr DIA, quant à l'engagement des opérateurs privés pour réussir cette mission. Après avoir rappeler les enjeux de l'intégration des économies au niveau régional et mondial, il a souligné toute l'importance que son secteur accorde à cette approche méthodologique initiée par le CILSS, pour prendre en compte dans ses orientations stratégiques, les points de vue des différents groupes sociaux sur l'avenir du Sahel.

Le 18 février 1997, la Commission d'organisation s'est réunie avec comme ordre du jour :

- finaliser le budget;
- confirmer le calendrier;
- transmettre les termes de référence de l'étude au consultant identifié;
- adresser les invitations en vue de la participation aux travaux de l'Atelier des délégués régionaux, des organisations professionnelles, des structure d'appui au secteur privé et des services publics impliqués dans la gestion du secteur.

* Un budget de DEUX MILLIONS CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS CFA (2.122.500 Frs CFA) est arrêté et comprend (Voyage des régionaux + Perdiems + Frais d'Organisations + Honoraires du Consultant + secrétariat).

* Les dates du 28 février 1997 pour la tenue de l'atelier au Centre Hawa KEITA à Bamako, et des 06-07 mars pour la participation au Forum National sont retenues.

* La réalisation de l'étude intitulée "CONTRIBUTION DES OPERATEURS PRIVES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DU MALI A L'ETUDE SAHEL 21 /VISION GLOBALE" est confiée au Consultant Mr Ibrahim Bocar BA - Economiste. (Les dates du 28 février 1997, pour la présentation des résultats à l'atelier, par le Consultant lui même et du 03 mars pour le dépôt du rapport final à transmettre au Comité National <<SAHEL 21>> sont retenues).

Le 25 février 1997, la Commission d'organisation a tenu une réunion pour évaluer l'état d'avancement des préparatifs et analyser le rapport provisoire du Consultant.

La Commission a noté avec satisfaction :

- la mise en place d'un financement de DEUX MILLIONS FRANCS CFA (2.000.000 Frs CFA) par le FERAP;
- le bon déroulement des préparatifs;
- la réalisation de la version provisoire de l'étude avec des orientations conformes aux termes de référence.

II L'ATELIER

L'Atelier des Opérateurs Privés du Secteur Agro-Alimentaire du Mali dans le cadre de <<SAHEL 21>>, s'est tenu le 28 février 1997, dans la salle de conférence du Centre Hawa KEITA à Bamako.

L'Atelier a réuni des représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), de la Fédération des Employeurs du Mali (FNEM), des Organisations Professionnelles, des Opérateurs Economiques, des Services Techniques et Structures d'Appui au secteur privé.

Dans une brève introduction, le Président de la Commission d'Organisation, a présenté l'objet de cet Atelier. Il a ensuite donné la parole au représentant du CILSS pour l'ouverture officielle.

Mr Cheick Abba CISSE, Secrétaire Permanent P.I du Comité National du CILSS, après des remerciements à l'intention des participants, a situé le cadre du présent Atelier, en définissant l'objectif recherché par le Secrétariat Exécutif du CILSS à travers les réflexions menées par les différents groupes sociaux dans tous les Etats membres, sur l'avenir des Sahéliens. Il a rappelé l'historique du processus en cours et donné des précisions sur l'organisation du Forum National <<SAHEL 21>> prévu les 06 - 07 mars 1997. Il a également souligné le caractère prioritaire accordé à la participation effective de toutes les couches sociales du pays, dans la formulation d'un projet de société par les Sahéliens. Il a signalé que dans ce sens et selon les directives du Secrétariat Exécutif, chacun Etat va élaborer deux documents (LA VISION GLOBALE et LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE). La synthèse des documents nationaux sera soumise à la prochaine Conférence des Chefs d'Etat du CILSS, prévue en mai 1997, à Banjul - GAMBIE.

Pour terminer, il a souhaité que les travaux de l'Atelier aboutissent à des recommandations pertinentes et réalistes qui contribueront à l'enrichissement des documents nationaux sur <<SAHEL 21>> et a déclaré ouvert l'Atelier des Opérateurs Privés du Secteur Agro-Alimentaire du Mali.

Après une suspension pour permettre au représentant du CILSS de se retirer, le président de la Commission d'organisation a évoqué les étapes qui ont permis la tenue du présent Atelier :

- l'appui du FERAP;
- les activités menées par la Commission d'organisation;
- la réalisation d'un document sur le secteur, soumis à cet Atelier pour sa validation, avant le Forum National <<SAHEL 21>>.

Il a ensuite proposé la mise en place du bureau ci-après pour diriger les travaux en plénière :

- Président : Dr Ousmane BA
- Facilitateur : Ibrahim Bocar BA
- Rapporteurs : Mme MARIKO Fadima SIBY
Amadou SYLLA.

Après adoption de ce bureau par l'Atelier, le Président a demandé au Consultant de présenter les résultats de l'étude réalisée.

Le Consultant, après un rappel des termes de référence de sa mission, a présenté les thèmes abordés dans le document :

* "CONTRIBUTION DES OPERATEURS PRIVES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DU MALI A L'ETUDE SAHEL 21 / VISION GLOBALE".

Ainsi, il a développé successivement les aspects suivants:

- 1- Le Diagnostic du Secteur;
- 2- Les Stratégies et Axes Prioritaires de Développement.

Concernant le Diagnostic, il a décrit le contexte macro-économique du pays et les grandes caractéristiques de l'agriculture. Il a présenté les deux sous secteurs de l'agriculture vivrière et de l'élevage tout en faisant ressortir les contraintes majeures et les potentialités. Dans la même logique, il a fait l'état des transformations industrielles et artisanales dans le domaine de l'agro-alimentaire.

Concernant les Stratégies et Axes Prioritaires, il a présenté ses propositions dans les domaines suivants :

- l'amélioration de la compétitivité au niveau de la production et de la transformation des produits agricoles;
- l'amélioration du financement du secteur;
- l'accroissement des échanges au niveau régional et international;

et dans ces contextes les rôles que peuvent jouer :

- l'Etat;
- les Partenaires au développement (aides extérieures);
- les Opérateurs économiques et les organisations professionnelles.

Suite à l'exposé du consultant, un débat très fructueux a permis d'apporter des précisions et des enrichissements au document présenté.

L'Atelier a abouti aux CONCLUSIONS et RECOMMANDATIONS ci-après:

■ Au niveau du Diagnostic:

* Productions agricoles:

- ressortir les immenses potentialités du pays en matière d'aménagements hydro-agricoles;
- souligner les phénomènes relatifs à la dégradation de l'environnement et sa protection;
- mettre l'accent sur la valorisation des phosphates naturels de TILEMSI, dans le cadre de la politique d'intensification agricole;
- prendre en compte les produits de cueillette et leur rôle dans l'alimentation;
- prendre en compte les potentialités dans le domaine de la pisciculture;

- souligner la nécessité de la modernisation de l'élevage (bétail et volaille);
- mentionner la nécessité d'une sensibilisation plus accrue des producteurs sur la qualité et le respect des normes de qualité et des réglementations phytosanitaires (tant au niveau des intrants agricoles qu'au niveau des produits alimentaires);

*** Transformations artisanales et industrielles**

- faire mention des possibilités de valorisation au niveau local pour certaines productions comme la fibre de coton et les cuirs et peaux (bien que l'étude couvre le secteur agro-alimentaire);
- prendre en compte la modernisation des sucreries au niveau de SUKALA;
- souligner les opportunités de valorisation par la transformation industrielle de certains produits de cueillette;
- faire ressortir l'importance des rencontres plus fréquentes entre les chercheurs et les transformateurs dans l'agro-alimentaire (mise au point de nouveaux produits et améliorations technologiques);
- souligner l'importance de l'entrepreneuriat féminin dans l'agro-alimentaire;
- souligner le problème des emballages alimentaires, dans le cadre de l'amélioration qualitative des produits locaux transformés;
- prendre en compte la modernisation au niveau de la transformation des produits d'origine animale (viande, lait, volaille et poisson).

■ Au niveau des éléments de stratégie:

L'Atelier a approuvé les orientations exprimées par le consultant et a particulièrement insisté sur les points suivants :

- le changement de mentalité des administrations vis à vis du secteur privé;
- la participation effective des représentants des opérateurs privés aux négociations les concernant;
- la promotion des investissements dans l'agro-alimentaire, tant dans le cadre de la mise en oeuvre du Budget Spécial d'Investissement que d'une réorientation substantielle et d'une bonne coordination des aides extérieures;
- le financement du secteur à travers certaines lignes de crédit logées auprès des banques commerciales, par l'assouplissement des conditions exigées par les bailleurs de fonds;
- l'adoption des mesures incitatives pour le développement des exportations;
- la réouverture du Centre Malien de Promotion des Exportation (CMCE);
- l'exonération des intrants et matériels pour les travaux agricoles et la transformation des produits agricoles locaux;
- la promotion de la consommation des produits alimentaires locaux transformés;
- la réalisation plus fréquente d'études d'opportunités, par les structures d'appui au secteur;
- l'amélioration du système d'information économique, par l'utilisation des moyens modernes de télécommunication;
- la professionnalisation des filières agricoles et la multiplication des modules de formation continue adaptés aux besoins du secteur.

L'Atelier a adopté le document "CONTRIBUTION DES OPERATEURS PRIVES DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DU MALI A L'ETUDE SAHEL 21 / VISION GLOBALE", sous réserve des recommandations susmentionnées.

Après les remerciements adressés par le Président à l'ensemble des participants et au CILSS, pour leurs contributions appréciables qui ont permis la réussite de cet Atelier, la séance est levée à 17 heures et 30 minutes.

LISTE DES PARTICIPANTS

NOMS - PRENOMS	STRUCTURES	ADRESSES
DIAWARA M. Lamine	COCETRAM	BP. E 1472 Bamako Tél 22 89 64
LATAPIE Désiré **	INTERAGRO	BP. 190 Sikasso Tél 620 444
COULIBALY Mamadou	DNAE	BP. 201 Bamako
Mme SINAYOGO Komina	Commerçante	F.A.M - Mopti
TRAORE Souleymane	F.N.A.M	Tél 22 84 58 Bamako
BA Ibrahim Bocar **	Consultant	Tél 22 50 36
Mme Assétou N'DIAYE	Commerçante	Tél 430 409 Mopti
SYLLA Amadou **	CILSS/PROCELOS	BP. E 2604 Bamako Tél 23 69 45
KONATE Adama	D.N.I	BP. 278 Bamako Tél 22 61 37
SIDIBE Ousmane	APEP	BP. 912 Bamako
NIARE Ousmane	AMELEF	Tél 22 03 13 Bamako
TOURE S. Hamed	C.P. Jeunes	BP. E 3052 - BKO Tél 23 63 99
SANOGO Soungalo	BNDA	BP. 2424 Bamako Tél 22 64
KIENTA Moussa	APCAM	BP. 3229 Bamako
N'DIAYE Mamadou	CCIM	Tél 22 03 13
TRAORE Dominique	APROFA	BP. E 2699 Bamako Tél 22 16 75
Mme TAMBOURA Mah	UPROSEV	I.P.R - Koulikoro
Dr BA Ousmane	FNEM	Tél 22 57 92
Mme MARIKO Fadima	UCODAL	Tél 22 74 67
SOW Souleymane	Commerçant	Tél 521 504 Kayes

** : Ont participé au <<FORUM NATIONAL SAHEL 21>>

III COMPTE RENDU FINANCIERETAT DES DEPENSES EFFECTUEES

A/	DEPLACEMENTS ET PERDIEMS	330.630
	1- Délégués des régions	263.130
	2- Participants Bamako	67.500
B/	ORGANISATION MATERIELLE	692.375
	1- Forfait location salle	25.000
	2- Papeterie	77.250
	3- Pauses-café et repas	150.000
	4- Frais Président Commission	50.000
	5- Frais Organisatrice Commission	150.000
	6- Frais Publicité/Annonces	125.000
	7- Photocopie documents de référence sur <<SAHEL 21>>	115.125
C/	REALISATION ETUDE	956.000
	1- Honoraires Consultant	750.000
	2- Secrétariat (saisie et reproduction)	206.000

TOTAL DES JUSTIFICATIONS = 1.979.005

BILAN

SOMMES RECUES	2.000.000
TOTAL JUSTIFICATIONS	1.979.005
RELIQUAT	20.995

Soit un reliquat de : VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE FRANCS CFA.


LA COMMISSION D'ORGANISATION

TERMES DE REFERENCE

1. Justifications :

Le CILSS a entrepris des réflexions dont le but est d'aboutir à l'adoption « d'éléments de stratégie de développement socio-économique dans les Etats sahéliens ».

Une étude intitulée « Sahel 21 » est disponible et fait l'objet de concertation et de débat sur l'ensemble des enjeux du développement, entre les acteurs sociaux, afin de permettre l'élaboration d'un document qui serait une vision consensuelle du futur souhaité par les sahéliens.

Dans ce cadre, un séminaire régional a réuni à Dakar du 28 au 31 Octobre 1996, les experts et les principaux groupes d'acteurs sociaux autour de cette question.

Les synthèses issues des travaux du séminaire sont proposées comme base de concertation et de débat avec pour objectif principal, la production de deux rapports spécifiques par pays :

- Sahel 21/Vision Globale
- Transformation de l'agriculture.

C'est en vue de leur participation à l'enrichissement des débats du forum national « Sahel 21 » que les opérateurs économiques du secteur privé de l'agro-alimentaire du Mali ont souhaité apporter cette contribution.

Le document sera soumis à l'atelier national « Sahel 21 sur le Secteur Privé Agro-Alimentaire » qui se tiendra à Bamako, le 28 Février 1997, pour sa validation.

Les points de vue du secteur seront défendus lors du forum national « Sahel 21 » les 06 et 07 Mars 1997.

Les Opérateurs du secteur vont profiter de ce forum, comme « Espace d'Interpellation » pour attirer l'attention des pouvoirs publics, du CILSS et des autres partenaires au développement sur leur vision du futur.

2. Mission du Consultant

Il est demandé au consultant de fournir les éléments caractéristiques du secteur Agro-Alimentaire au Mali.

Pour ce faire, il présentera de manière synthétique les analyses suivantes :

- I. Le Diagnostic du secteur agro-alimentaire, les opportunités et les contraintes ;
- A. Les Productions Agricoles.
- B. Les unités Agro-Alimentaires existantes
- II. Les stratégies et priorités de développement du secteur agro-alimentaire.

TABLE DES MATIERES

Rappel des Termes de Référence

INTRODUCTION

I. Diagnostic du Secteur agro-alimentaire

A. Productions agro-alimentaires

1. Céréales

1.1 Riz

1.2 Mil - sorgho

1.3 Maïs

1.4 Blé

1.5 Fonio

2. Fruits et Légumes

3. Oléoprotéagineux

3.1. Graines de coton

3.2. Arachide

3.3. Niébé

3.4 Karité

4. Canne à Sucre

5. Produits Animaux

5.1. Lait Viande

5.2. Cuirs et peaux

5.3. Poisson

5.4. Volaille

B. Unités de Transformation agro-alimentaires

1. Céréales

- 1.1 Riz
- 1.2 Mil - sorgho
- 1.3 Maïs
- 1.4 Blé
- 1.5 Fonio

2. Fruits et Légumes

3. Corps Gras

- 3.1. Huile
- 3.2. Pâte d'arachide
- 3.3. Beurre de karité

4. Sucre

5. Boissons

6. Produits Animaux

- 6.1. Viande
- 6.2 Lait
- 6.3. Poisson
- 6.4. Miel

II. Les Stratégies et Axes Prioritaires du Développement du Secteur de l'Agro-alimentaire

A. L'amélioration de la Compétitivité

1. Au Niveau de Production

- 1.1. Céréales sèches
- 1.2. Riz
- 1.3. Fruits et Légumes
- 1.4. Oléagineux
- 1.5. Produits animaux
- 1.6. Produits de cueillette

2. La transformation agro-alimentaire.

B. La création d'un cadre environnemental incitatif

1. Le Cadre Législatif et Réglementaire

2. La Promotion des Investissements Publics dans le Cadre du Budget _____ Spécial d'Investissement et des Plans Nationaux de Développement.

C. La contribution des Partenaires aux Développements

D. Le rôle des Opérateurs Economiques, des Organisations Professionnelles et des Structures d'Encadrement des Secteurs Privés

1. Au niveau des Opérateurs Economiques

2. Au niveau des Organisations Professionnelles et des Structures _____ d'Encadrement

E. Le Financement du Secteur.

F. Les Echanges au niveau sous-régional et international

1. Au Plan Interne

2. Au Plan sous-régional et International

CONCLUSIONS

RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE

1. Justifications :

Le CILSS a entrepris des réflexions dont le but est d'aboutir à l'adoption « d'éléments de stratégie de développement socio-économique dans les Etats sahéliens ».

Une étude intitulée « Sahel 21 » est disponible et fait l'objet de concertation et de débat sur l'ensemble des enjeux du développement, entre les acteurs sociaux, afin de permettre l'élaboration d'un document qui serait une vision consensuelle du futur souhaité par les sahéliens.

Dans ce cadre, un séminaire régional a réuni à Dakar du 28 au 31 Octobre 1996, les experts et les principaux groupes d'acteurs sociaux autour de cette question.

Les synthèses issues des travaux du séminaire sont proposées comme base de concertation et de débat avec pour objectif principal, la production de deux rapports spécifiques par pays :

- Sahel 21/Vision Globale
- Transformation de l'agriculture.

C'est en vue de leur participation à l'enrichissement des débats du forum national « Sahel 21 » que les opérateurs économiques du secteur privé de l'agro-alimentaire du Mali ont souhaité apporter cette contribution.

Le document sera soumis à l'atelier national « Sahel 21 sur le Secteur Privé Agro-Alimentaire » qui se tiendra à Bamako, le 28 Février 1997, pour sa validation.

Les points de vue du secteur seront défendus lors du forum national « Sahel 21 » les 06 et 07 Mars 1997.

Les Opérateurs du secteur vont profiter de ce forum, comme « Espace d'Interpellation » pour attirer l'attention des pouvoirs publics, du CILSS et des autres partenaires au développement sur leur vision du futur.

2. Mission du Consultant

Il est demandé au consultant de fournir les éléments caractéristiques du secteur Agro-Alimentaire au Mali.

Pour ce faire, il présentera de manière synthétique les analyses suivantes :

- I. Le Diagnostic du secteur agro-alimentaire, les opportunités et les contraintes ;
 - A. Les Productions Agricoles.
 - B. Les unités Agro-Alimentaires existantes
- II. Les stratégies et priorités de développement du secteur agro-alimentaire.

INTRODUCTION

Le CILSS est en train de mener des réflexions avec la participation effective des acteurs sociaux, sur l'ensemble des enjeux de développement dans les pays du sahel. La démarche adoptée est de susciter « un débat contradictoire pertinent ayant pour finalité d'identifier et de formaliser les appréciations des acteurs de l'économie rurale sur les transformations en cours, les objectifs nourris en matière de développement agricole ainsi que les stratégies de mise en oeuvre envisagées pour réaliser le futur souhaité ».

Cette contribution s'inscrit dans ce cadre.

Le but est de disposer d'un document de travail contenant des données de base sur la situation du secteur agro-alimentaire au Mali et sur les perspectives de son développement.

L'analyse des contraintes et des potentialités du secteur, des options stratégiques et les mesures les plus susceptibles de maximiser l'impact du secteur de l'agro-alimentaire sur la croissance économique sont présentés.

I. DIAGNOSTIC DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

L'économie malienne repose principalement sur le secteur primaire qui contribue pour plus de 49% à la formation du PIB.

Le secteur est fortement soumis aux aléas climatiques. La partie Nord du pays qui est une zone d'élevage reçoit moins de 200 mm de pluie par an.

Le taux moyen de croissance de la population est de 2,7%. Le taux de croissance réel du PNB est de 2,2%. Le Mali figure parmi les pays ayant le plus faible niveau de PNB par habitant avec 250 dollars US en 1994.

Les deux sous - secteurs qui sont à la base de la disponibilité alimentaire se caractérisent par :

- une stricte dépendance du cycle saisonnier de ces activités et la non maîtrise des aléas climatiques ,
- une très faible productivité ,
- des marchés de produits d'intrants et de travail peu développés ;
- un enclavement des productions potentielles.

En année de bonne pluviométrie, le Mali est autosuffisant sur le plan alimentaire et dégage même des excédents dans le domaine des cultures vivrières.

Le potentiel du pays en aménagements hydro-agricoles (plus de deux millions d'hectares de terre irrigables) constitue une chance certaine pour atténuer les effets de la sécheresse , le Mali étant parcouru par deux grands fleuves (le Niger, le Sénégal et leurs affluents). Par ailleurs, il dispose de ressources importantes en eaux souterraines.

La production céréalière totale selon la DNA est actuellement estimée à environ 2 500 000 Tonnes (riz, mil, sorgho, maïs, fonio, blé), avec des superficies emblavées totales de 3 005 000 ha.

La répartition régionale de ces quantités montre une prédominance de la région Ségou (32%), Sikasso (24%), Koulikoro (16%), Mopti (16%), Kayes (10%), la part des régions du Nord est d'environ 3,5%.

Dans le secteur des fruits et légumes, la situation réelle des productions est peu connue. Les productions sont surtout auto-consommées et servent d'appoint de revenus aux producteurs. Or le potentiel disponibles est important.

Dans le domaine des oléagineux, la production de coton graines est en croissance régulière grâce à l'extension des superficies cultivées et l'augmentation des rendements. La production se situe à 230 000 tonnes en 1994/1995 et les prévisions sont d'environ 405 000 tonnes 1996/1997.

Pour l'arachide, avec la reprise des transformations industrielles, la production va connaître un essor important.

Le karité, produit de cueillette est fortement dominé par l'exportation des noix brutes avec une production autour de 30 000 tonnes par an.

La canne à sucre cultivée en système irrigué concerne exclusivement le Complexe Sucrier du Kala Supérieur (SUKALA) avec une production de 262 300 tonnes en 1994/1995.

La filière élevage a un fort potentiel d'exportation. Le cheptel malien est en reconstitution après les longues années de sécheresse.

On dénombre pour l'ensemble du Pays les effectifs suivants : 5. 703.000 bovins, 13.179.000 ovins/caprins, 292 000 camelins (DNE 1995).

Le taux de croissance des bovins est de 3% , les ovins caprins 7.75%. L'unité bétail par tête d'habitant est de 4.

Dans l'aviculture, le système traditionnel demeure prépondérant avec un effectif d'environ 22.000.000 de poulets de chair et de ponte.

Le secteur de la pêche, principalement dans la zone du Delta frappé des années de sécheresse qui remontent à 1970 connaît une reprise sensible. Le volume de production de la pêche fluviale en système artisanal se situe autour de 100.000 tonnes contre un volume estimé à 175 000 tonnes en période normale.

L'agriculture et l'élevage occupent près de 75% de la population.

A. LES PRODUCTIONS AGRICOLES

1. Céréales

Les céréales constituent la base de l'alimentation avec une moyenne de 202,25 kg par personne/an.

1.1. Riz

Sa consommation est surtout importante dans les centres urbains. Principalement la production est réalisée dans la vallée et le Delta du Niger où l'on rencontre les conditions optimales avec 328 500 tonnes. Les régions concernées (Ségou, Mopti) représentent 70% de la production nationale (DNSI 1994/1995 enquête agricole de conjoncture). La zone Mali - sud prend de l'importance avec 70 686 tonnes soit 15%.

La production en riziculture aménagée avec 40% de superficie fournit près de 60% du paddy au Mali avec des rendements moyens de près de 4 tonnes / hectare à l'office du Niger. En riziculture traditionnelle (pluviale et submersion naturelle), la production se situe autour de 120 000 tonnes avec des rendements moyens inférieurs à 2 tonnes /hectare.

Les superficies occupées par la riziculture représentent 7,6% avec un taux d'accroissement de 8,35% à l'office du Niger entre 1981 et 1993.

La dévaluation du francs CFA en 1994 conjuguée aux effets de la politique d'intensification et de la libéralisation totale du marché céréalier ont permis un décollage effectif de la production. Le Pays est en train d'assurer son autosuffisance en riz. C'est ce qui explique la diminution régulière des importations de riz.

La production moyenne sur les trois dernières années est estimée à 448 000 tonnes de paddy contre seulement 100 000 tonnes de paddy pour les années 1980. Les rendements sont passés de 2 tonnes/ha à 4.6 tonnes /hectare.

Avec l'amélioration de la productivité et la politique de privatisation, l'implication des opérateurs économiques est perceptible dans cette filière au niveau de la distribution des intrants et dans la commercialisation du riz.

Les producteurs organisés en groupements s'investissent dans l'aménagement, la gestion des systèmes de crédit et dans la commercialisation.

Des quantités exportées vers les pays frontaliers sont signalées et portent sur environ 10 000 tonnes en 1995/1996.

L'évolution du secteur selon le schéma directeur du Développement Rural prévoit 2 scénarios (an 2 000):

- Atteindre 205 000 hectares de superficies cultivées et une production variant entre 340 000 tonnes et 452 000 tonnes en favorisant la mise en valeur des zones aux potentiels rizicoles.
- Atteindre 209 000 hectares et une production variant entre 318 000 et 429 000 tonnes en prenant en compte les zones marginales.

Les résultats obtenus ces dernières années sont dûs à l'accroissement des surfaces et à l'amélioration des rendements. Cependant les producteurs sont confrontés actuellement à des problèmes liés :

- au rythme de réalisation et au financement des aménagements hydro-agricoles ;
- à l'approvisionnement et au coût élevé des intrants ;
- aux pratiques foncières dans les zones aménagées ;
- à la commercialisation et au financement des stockages paysannes.

1.2. Mil - sorgho

Ces céréales occupent une place de choix de l'alimentation des populations rurales.

La production est réalisée principalement dans les zones du centre, du plateau dogon, du Mali - sud et de l'Ouest.

La production nationale a atteint 1 644 000 tonnes en 1994/1995 soit près de 67% des productions en céréales et 63,8% des superficies cultivées. Les rendements moyens selon les zones agro-écologiques varient entre 1 108 kg/hectare et 506 kg/hectare pour le mil et entre 1 084 kg/hectare et 880 kg/hectare pour le Sorgho.

Les programmes de développement de ces cultures portent sur la recherche variétale pour une meilleure adaptation selon les zones agro-écologiques, sur l'amélioration des techniques culturales afin d'assurer des gains de productivité. Sur le plan national l'accroissement de production est estimée à 3 % en moyenne par an.

Compte tenu de leurs prix, la rentabilité économique des engrais n'est pas assurée avec ces spéculations. Ceci constitue un frein à l'adoption des formules de fumure recommandées donc à l'amélioration des rendements.

1.3 Maïs

Sa production est estimée à 332 500 tonnes (1994/1995) dont les 80% sont réalisées dans la zone Mali-Sud. Il occupe 5 à 10,6% des superficies. L'intérêt accordé à sa transformation industrielle (en semoules et farine) pourrait constituer très rapidement un facteur d'accroissement de sa

production aussi bien dans la zone Mali-Sud qu'ailleurs, avec à l'appui une extension des superficies et une intensification (utilisation d'engrais et matériels agricoles). L'adoption des nouvelles variétés mises au point par la recherche a entraîné une forte augmentation de la production avec une croissance moyenne de 4,7% par an.

1.4. Blé

Sa production représente moins de 10% de la consommation totale au Mali.

Il est produit dans la zone de Diré, en contre saison grâce à l'irrigation. La production est estimée à environ 3 000 tonnes contre un potentiel énorme pouvant atteindre selon les sources entre 50 000 et 100 000 tonnes. Les superficies exploitables sont estimées à 30.000 ha, si l'aménagement de la plaine de Keyssou est réalisée.

Les problématiques de sa production sont de plusieurs ordres : matériel génétique, fertilisants, aménagement, calendrier cultural, irrigation, financement, commercialisation etc...

Compte de sa place stratégique, le Gouvernement Canadien appuie le Mali dans la mise en place d'un projet de réhabilitation de la production pour atteindre au moins l'autosuffisance du pays.

1.5 Fonio

Avec une production totale estimée à 19 270 tonnes (1994/1995) soit 0,78% de la production céréalière, il occupe la zone Mali-Sud, Centre et Ouest. Les superficies cultivées ne représentent que 0,5%. Sa consommation jusqu'alors marginale croît régulièrement dans les centres urbains. Sa production mérite d'être encouragée compte tenu de sa valeur nutritionnelle et son adaptabilité à des situations agro-climatiques difficiles.

Une augmentation des superficies et un programme d'intensification pourront assurer un accroissement rapide de sa production.

2. Fruits et Légumes

Très peu de données sont disponibles sur les productions. Les cultures se pratiquent surtout dans les vergers urbains, en jardin de case, en maraîchage péri-urbain.

Les cultures rencontrées en plein champs (pures ou associées) sont le dah, l'échalote, le piment, le gombo, l'oignon, les pastèques, le haricots vert, la tomate. Les vergers sont constitués de mangues, agrumes, papayes, bananes.

Les productions totales sont estimées entre 100 000 à 150 000 tonnes par an sur 8 000 hectares. Les principales zones de production sont au sud et au centre.

Les exportations vers l'Europe, surtout la mangue et le haricot vert sont en hausse.

Des débouchées existent également sur les pays frontaliers voisins : Sénégal, Côte d'Ivoire et Mauritanie.

Dans le domaine des fruits et légumes, le Mali dispose d'avantages comparatifs et pourrait rapidement augmenter ses exportations vers l'Europe et dans les Pays frontaliers.

Le développement des exportations est limité en raison de certains facteurs organisationnels et structurels. Il s'agit notamment :

- du manque de professionnalisme et de rigueur de gestion ;
- du non respect des normes de qualités (produits et emballages) à l'exportation ;
- du coût élevé du transport international ;
- du manque d'infrastructures de stockage (chambres froides) ;
- de la faiblesse des moyens de trésorerie pour organiser les achats pendant les campagnes de commercialisation.

3. Oléoprotéagineux

3.1. Graines de coton

Le Mali est actuellement le 2ème producteur de coton en Afrique et 6ème Mondial avec une production de 405 000 tonnes en 1996 dont environ 220 000 tonnes de graines.

La valorisation des graines s'opère à travers les huileries cotonnières du Mali. Grâce aux performances de la CMDT la production à une croissance moyenne de 8,4% par an et 4,8% pour les rendements.

3.2. Arachide

La production est réalisée à 90% dans les zones de l'Ouest, du Mali Sud, de la Haute Vallée et du Centre soit 215 160 tonnes en 1994/1995.

La croissance de la production se situe entre 4 et 6%. Son développement est lié aux multiples possibilités de transformation et d'utilisations.

3.3 Niébé

La production est estimée à 70 000 tonnes. Sa culture concerne principalement les zones du Mali-Sud, de l'ouest et du centre. Il constitue une source de protéines non négligeable dans la ration alimentaire.

3.4 Karité

Produit de cueillette, sa production est fluctuante. En bonne année de production, on peut atteindre 50 000 tonnes et un niveau de 20 000 à 30 000 tonnes pour l'exportation des noix brutes. Il ne fait pas l'objet de plantation en vue d'augmenter sa production.

4. Canne à Sucre

Sa production était de 262 300 tonnes en 1994/1995 sur une superficie de 3 350 hectares. Il est prévu l'aménagement d'un nouveau périmètre de 4 000 hectares pour l'extension des superficies et l'accroissement de la production en canne.

5. Produits Animaux

5.1. Lait - Viande

Les programmes de restructuration du secteur tentent d'apporter des solutions durables aux problèmes de santé animale et de disponibilité d'aliments pour le bétail. Ils visent également le développement des produits de l'élevage. La production de viande rouge est estimée à 137 000 tonnes en 1995.

L'exportation de bétail vers les pays côtiers connaît une reprise depuis la dévaluation de 1994. Dans ce domaine, de réelles opportunités existent sur les marchés demandeurs comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Gabon etc...

Le manque d'infrastructures pour l'abattage, et les risques liés au non dénouement financier des transactions sont des facteurs limitants.

La production laitière est peu valorisée avec plus de 200 000 000 de litres et les importations de lait restent très importantes (couverture d'environ 25% des besoins).

5.2. Cuirs et Peaux

Cette activité n'est pas une préoccupation principale de l'étude qui porte sur l'agro-alimentaire. Toutefois, l'attention peut être attirée sur le problème de la reconstitution de la taxe à l'exportation.

5.3. Poisson

Le volume des captures est actuellement de 90 000 à 100 000 tonnes essentiellement dans le delta et la boucle du Niger. L'exportation de poisson séché et fumé surtout vers le Ghana a beaucoup chuté en raison des longues périodes de sécheresse qui ont fortement affecté la pêche fluviale.

La réussite des programmes de pisciculture associée à la riziculture pourrait favoriser une amélioration sensible des niveaux de capture. Les importations de poisson en provenance des pays côtiers sont en hausse.

5.4. Volaille

L'aviculture est pratiquée de manière traditionnelle et les effectifs sont estimées à environ 22 000 000 en poulets de chair et d'oeufs. La demande des centres urbains a entraîné un important développement des élevages dans les zones semi-urbaines. Les programmes de recherche en matière de santé/hygiène, nutrition et amélioration génétique ainsi que sur les techniques de production visent une augmentation de la production en milieu rural et en zone semi-urbaine.

D'une manière générale, les deux sous secteurs de l'agriculture et de l'élevage offrent d'importantes potentialités.

Toutefois, leur développement est confronté à de multiples contraintes :

- les aléas climatiques avec des sécheresses cycliques ;
- l'avancée du désert avec des vents à raison de 10 kilomètre par an posant l'épineux problème du reboisement ;
- l'ensablement notamment du fleuve Niger ;
- la forte pression sur les pâturages ;
- les phénomènes de pollution ;
- le coût élevé de transport ;

B. LES UNITES AGRO-ALIMENTAIRES EXISTANTES

Les premières unités de transformation agro-alimentaires ont été créées dans les années 1960. Elles concernaient la transformation des fruits et légumes (SOCOMA), les oléagineux (SEPOM), le lait (ULB), la viande (Abattoirs frigorifiques de Bamako et autres), le poisson (Opération Pêche de Mopti). Dans le domaine des céréales, on note une curieuse de petites unités de décortilage du riz (Office du Niger) et récemment la société des rizeries du Delta. Ces structures étaient étatiques. C'est dire que les privés n'étaient pas impliqués dans les activités de transformation industrielle.

Pour de multiples raisons, ces unités n'ont pas atteint les objectifs économiques et financiers qui leur étaient assignés.

A la faveur des programmes de réformes économiques, l'État a entrepris son désengagement du secteur productif. En conséquence, le secteur privé s'implique davantage dans les filières agro-alimentaires tant dans la commercialisation que dans les activités de transformation.

1. Céréales

La transformation des céréales locales est insignifiante.

Dans les centres urbains à condition d'offrir de nouveaux produits adaptés aux besoins, il existe des potentialités de développement rapide pour les céréales transformées. Les transformations de niveau artisanal - commercial se développent mais demeurent surtout informelles. Les unités bien structurées sont quasi-inexistantes.

1.1. Riz

La libéralisation de la filière a entraîné une explosion dans l'activité de décortilage du riz par les petites unités privées. Dans la seule zone de l'office, l'installation des petites décortiqueuses est passée de 140 en 1988 à plus de 900 en 1996. L'activité concerne les associations villageoises mais surtout des prestataires de services. Elle constitue une source de revenus et de création d'emplois saisonniers non négligeable. Dans les centres urbains des unités sont également installées et offrent surtout des prestations. L'activité a fortement contribué à l'amélioration de la commercialisation du riz suite à l'arrêt des grandes rizeries de l'Office du Niger.

Les différents projets d'amélioration de la compétitivité du riz malien financés par la Banque Mondiale et d'autres Bailleurs de Fonds ont permis d'atteindre des résultats encourageants dans la filière riz. Ce qui a permis avec l'effet de la dévaluation une reconquête du marché intérieur et avec de bonnes perspectives pour le marché sous-régional étant donné les volumes d'importations annuelles de riz au Sénégal environ (400 000 Tonnes) et en Côte d'Ivoire (150 000 Tonnes).

1.2. Mil - Sorgho

Les transformations à ce niveau couvrent le traitement de petites quantités familiales dans le domaine du décorticage et de la mouture. L'artisanat alimentaire dans les centres -urbains est actif dans la transformation et la commercialisation des produits assez variés : couscous, bouillie, dèguè, beignets, farines composées de sevrage.

1.3. Maïs

Au niveau familial, sa transformation est plus difficile que celle du mil /sorgho. Sur les marchés urbains de brisures commercialisées par les petites unités développées d'abord dans les zones Mali-Sud par la CMDT sont de plus en plus demandées.

Pour la farine et le couscous, on note seulement de façon épisodique leur présence sur le marché.

Des projets industriels pour la production de semoules et farines sont signalés dans l'optique de la fabrication de pain à base de blé - maïs, d'amidon pour les industries textiles et l'utilisation du gritz en brasserie.

Le développement de ces projets pourrait constituer un débouché non négligeable pour les producteurs et les transformateurs de maïs.

Néanmoins, il sera utile de faire face aux contraintes suivantes :

- la qualité de la matière première ;
- le financement des besoins en fonds de roulement ;
- la qualité des emballages ;
- le niveau d'équipements des unités.

1.4. Blé

Au niveau industriel la transformation est exclusivement assurée par les Grands-Moulins du Mali, société privée avec une capacité installée de 30 000 tonnes de farine. Son chiffre d'affaire moyen est de 4,5 Milliards de francs CFA.

L'unité transforme du blé d'importation, la production nationale n'étant pas disponible. Elle est insignifiante par rapport aux besoins.

La société a mené à titre expérimental en 1995 en partenariat avec la BNDA, une campagne de commercialisation qui n'a pas été concluante. En fait, le blé de Diré n'est pas compétitif en raison des divers risques liés à l'approvisionnement en (quantité, qualité et coût.). La farine est destinée

à la panification et la pâtisserie. Pour le moment, dans le cadre du PRMC, le Canada fait les dons en blé qui permettent de contrôler le prix de la farine.

Une soixantaine de boulangeries industrielles consomment la production de farine de blé.

Par rapport au blé, il faut souligner que des possibilités existent pour relancer la production. Mais des études approfondies seront nécessaires. On ne peut définir une stratégie concernant ce produits sans une connaissance plus approfondies d'un certain nombre de paramètres (coût de production, coût d'approche etc...) pour évaluer sa compétitivité.

1.5. Fonio

Il ne fait pas l'objet de transformation industrielle. Cependant, on note un certain engouement des populations urbaines pour les plats à base de fonio, certainement à cause de certaines vertues diététiques et nutritionnelles prouvées.

Pour répondre à cette demande croissante la transformation en produits décortiqués et précuits est effectuée à un niveau artisanal.

Les recherches sur la mécanisation du décorticage et l'étude de la filière en général si elles sont soutenues permettront de faire décoller une production pour laquelle des débouchés existent.

2. Fruits et Légumes

La valorisation industrielle est effectuée par la SOMACO (Société Malienne de Conserve), dans le cadre de la privatisation .

Les produits transformés sont la tomate concentrée, avec 3 500 tonnes/an et les jus de fruits (mangue; goyave, tamarin...).

Il existe également plusieurs unités artisanales pour la production de jus de fruits, de confitures de conserves de légumes, et de produits déshydratés.

Certaines unités artisanales bénéficient de l'assistance d'ONG dans le domaine de la technologie et de la gestion. Cependant des problèmes subsistent quant à l'écoulement et la régularité de la qualité.

La part de produits transformés est très faible par rapport à la production brute du pays.

Les fruits et légumes étant rapidement périssables, il s'agira donc pour limiter les pertes post - récoltes, d'accorder une priorité au développement des méthodes de conservation et la recherche en technologie alimentaire pour la mise au point de produits adaptés à la demande.

3. Corps Gras

3.1. Huile

Le secteur est nettement dominé par l'Huilerie Cotonnière du Mali (HUICOMA). L'entreprise produit l'huile de coton et d'arachide dans ses usines de Koutiala (huile neutre de coton), kita (huile neutre de coton et d'arachide) et kouliloro (huile raffinée de coton et d'arachide).

La production d'huile brute par voie artisanale existe au niveau rural, mais très peu développée.

Note sur la Fibre

Bien que l'étude couvre le secteur agro-alimentaire, on ne peut s'empêcher d'observer que cette production est trop extravertie pour ce que le Mali pourrait en tirer. Les unités de transformation textiles n'absorbent que 2% de la production totale de plus de 400 000 tonnes.

Il y a place pour plusieurs unités ne serait ce que pour produire du fil et exporter vers les pays voisins et aussi pour la réhabilitation et l'extension des unités existantes. Il est anormale que le coton malien transformé ailleurs soit réimporté avec une valeur ajoutée pour d'autres économies.

3.2. Pâte d'arachide

Depuis la fermeture de la SEPAMA à Kita, l'activité ne concerne que les petites unités pour la plupart informelles. Le rachat de cette unité par HUICOMA pourrait ouvrir des perspectives.

3.3. Beurre de karité

La valorisation industrielle a été affectée par la fermeture de la SIKA-MALI. La production de beurre est une activité des femmes rurales. Le procédé artisanal utilisé est très pénible. L'introduction de presses à karité en milieu rural contribue à l'amélioration des rendements en beurre.

En plus des consommations alimentaires, le beurre est utilisé dans de multiples domaines (cosmétique, pharmacie). Sa transformation industrielle doit être reconsidérée en vue de relancer son exportation.

En dehors du karité, il existe d'autres produits de cueillette (comme la gomme arabique, le néré, le baobab, etc...) pour lesquels les possibilités de valorisation industrielle doivent être considérées.

4. Sucre

La production de sucre relève de SUKALA. La capacité annuelle des usines est de 30 000 tonnes de sucre roux. Les besoins qui s'établissent à 100 000 tonnes ne sont pas couverts. Cependant, la société connaît des problèmes pour l'écoulement de sa production.

Le problème de la compétitivité de ce sucre est demeuré constant parmi d'autres.

La démarche à suivre concernant le développement de ce produit devrait consister à étudier la possibilité de création de nouvelles unités pour réaliser l'autosuffisance et des économies de devises. Mieux encore des études de coût de production et de l'adéquation des équipements actuellement s'imposent.

Dans la situation actuelle on est obligé de procéder à des importations massives de sucre pour éviter les pénuries en procédant à des exonérations coûteuses de taxes.

5. Boissons

Les unités industrielles sont : BIG, BRAMALI et DIBRA.

Les productions couvrent les boissons gazeuses, la bière, le vin, la glace alimentaire et les liqueurs diverses. Dans ce domaine, l'utilisation de produits locaux est faible.

6. Produits Animaux

6.1. Viande

Le conditionnement et la conservation par le froid n'existent pas au niveau des Abattoirs compte tenu de leur sous-équipement. Ce qui fait que l'exportation concerne le bétail vif.

On note un certain développement de la conservation par voie de séchage. Cette transformation porte sur des petites quantités commercialisées dans certains centres urbains mais elle est en expansion.

6.2. Lait

Les laiteries existent dans certaines capitales régionales (Bamako, Ségou, Mopti, Sikasso et Kayes). Les capacités installées varient de 2 000 l/jour à 30 000 l/jour compte tenu des difficultés d'approvisionnement en lait frais local. Elles ont basé leur production, sur la transformation du lait en poudre importé. Les produits fabriqués sont : le lait frais, le lait caillé, le yaourt et les crèmes.

A côté de ces laiteries semi-industrielles, il existe de nombreuses petites unités familiales.

6.3. Poisson

La transformation pour de longues conservations se fait par fumage ou séchage selon les espèces. Actuellement cette activité est réalisée surtout par les femmes de pêcheurs à un niveau artisanal.

6.4. Miel

L'activité est en expansion dans les centres urbains. Le miel est collecté, raffiné pour sa commercialisation. La production est de l'ordre de 1 600 tonnes.

Le sous produit que constitue la cire à un marché très porteur. Le Mali est en mesure de décupler la production de miel.

Des efforts sont toutefois nécessaires pour améliorer la qualité de sa production destinée aux marchés extérieurs.

II. LES STRATEGIES ET AXES PRIORITAIRES DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

Il ressort des développements qui précèdent qu'en amont c'est à dire au niveau de la production, le Mali dispose de réelles potentialités dans l'agro-alimentaire.

Les unités industrielles existantes dont il a été fait le point opèrent dans des créneaux très porteurs.

Des marchés existent tant au niveau national, sous-régional, qu'international et même sont en expansion (cas : céréales sèches, riz, viande, fruits et légumes).

Les obstacles au niveau de la production, de la commercialisation et du fonctionnement des unités de transformation ont été identifiés.

Le contexte économique général c'est à dire le cadre macro-économique lui même est favorable et incitatif.

Dans un tel contexte, le problème réside dans l'effort de définition de stratégies appropriées pour tous les acteurs concernés (Etat, Opérateurs Privés, Structures d'Encadrement et Système Bancaire).

L'objectif recherché est double :

Il s'agira d'assurer l'autosuffisance alimentaire et la relance des exportations maliennes dans le contexte de l'intégration sous-régionale et internationale. A cet égard, les domaines suivants offrent d'incontestables perspectives :

- Céréales sèches ;
- Riz ;
- Fruits et Légumes ;
- Oléagineux ;
- Produits animaux ;
- Produits de cueillette.

Les stratégies à mettre en place doivent concerner :

- la production ;
- la création d'un cadre environnemental incitatif à l'investissement (aspects des textes fiscaux et douaniers, bancaire etc...) ;
- la compétitivité au niveau des productions agricoles et leurs transformations (mettre l'accent sur la qualité et la recherche) ;
- l'émergence d'acteurs économiques plus motivés ayant l'esprit d'entreprises (prendre en compte les femmes, les jeunes dont l'apport est important) ;
- l'implication plus active du système bancaire et non bancaire ;
- la prise en compte des dimensions sous-régionales et mondiales.

A cet égard le rôle des organisations professionnelles et des structures d'encadrement (APCAM, CCIM, FNEM) est déterminant.

Le train de mesures suivantes pourrait être envisagé en vue d'atteindre des objectifs d'autosuffisance alimentaire et de relance des exportations.

A. L'amélioration de la compétitivité

Malgré toutes les opportunités offertes, le secteur est confronté à des obstacles à surmonter au niveau de la production.

1. Au niveau de la production

1.1. Céréales sèches

Les mesures à prendre sont les suivantes :

- l'intensification des cultures (utilisation d'engrais, et mécanisation) en facilitant l'accès au crédit en faveur de l'équipement et d'achat d'engrais ;
- la valorisation des phosphates naturels de Tilemsi ;
- la production de semences améliorées ;
- l'adoption des techniques améliorées de production par un renforcement de la vulgarisation.

1.2. Riz

Les mesures à prendre sont les suivantes :

- la réhabilitation et l'aménagement de périmètres irrigués (zone ON, Mali - Sud) ;
- la vulgarisation des techniques de riziculture intensive ;
- l'adaptation du cadre juridique relatif aux statuts fonciers ;
- la formation et l'organisation des groupements paysans ;
- l'organisation des offres sur le marché ;
- l'amélioration du système de crédit de commercialisation.

1.3. Fruits et Légumes

Les domaines suivants devront être considérés :

- l'amélioration des données statistiques du secteur ;
- la régénération des vergers existants et la mise en place des nouvelles plantations ;
- l'appui au programme de recherche en horticulture.
- la création d'infrastructures de stockage ;
- l'amélioration du transport (fret aérien et terrestre) ;
- le préfinancement pour les opérations d'exportation ;
- l'application des normes de qualité ;
- la création d'un label- Mali ;
- la formation et la professionnalisation des producteurs ;
- la promotion de mesures incitatives pour le développement des exportations ;
- la création de petites et moyennes entreprises de transformation par le changement de mentalité vers les transformations industrielles ;

1.4. Oléagineux

Compte tenu de la production cotonnière (graines) et de l'essor de la production arachidière, ce secteur est à développer.

1.5. Produits animaux

Les domaines concernés sont les suivants :

- la création d'abattoirs avec installations de découpe, de chambres froides ;
- la distribution par camions frigorifiques ;
- l'intensification par la promotion de l'embouche bovine et ovine en vue de la production d'une viande de qualité ;
- l'amélioration des soins vétérinaires ;
- l'organisation et la professionnalisation des producteurs et exportateurs ;
- le financement du secteur tant pour l'équipement que les besoins en fonds de roulement.

1.6. Produits de cueillette

Les domaines concernés sont les suivants :

- l'amélioration des systèmes de collecte ;
- la protection des espèces ;
- le développement de la recherche en agro-foresterie

2. La transformation Agro-Alimentaire

Actuellement au Mali, la transformation des produits alimentaires locaux est très limitée. Avec l'urbanisation croissante, la satisfaction des besoins alimentaires se fera par ce biais. L'émergence d'industries (rurales et urbaines) est nécessaire, avec des effets positifs sur l'absorption des excédents de productions vivrières, l'emploi, la création de valeur ajoutée, la substitution des importations, et l'accroissement de revenus des populations etc...

Pour atteindre ces objectifs, la levée des entraves nécessitera les actions suivantes :

- la promotion des activités de transformation agro-alimentaire ;
- la promotion des P.M.E./P.M.I ;
- le développement de la recherche appliquée en favorisant les rencontres (chercheurs/ producteurs/transformateurs) ;
- la recherche de solutions au problème des emballages alimentaires;
- l'application des normes de qualité ;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin plus particulièrement dans l'agro-alimentaire;
- la promotion de la consommation des produits transformés ;
- la promotion des exportations ;
- l'utilisation des méthodes modernes de communication.

B. La création d'un cadre environnemental incitatif

Il a été clairement démontré que des opportunités d'investissement s'offrent dans le domaine des activités agro-alimentaires. Néanmoins des études d'opportunités préalables sont nécessaires.

Aussi, il appartiendra à l'état qui a déjà déployé des efforts méritoires d'approfondir les mesures incitatives dans les domaines ci-après en associant davantage le secteur privé à ses réformes :

1. Le Cadre Législatif et Réglementaire

- protection tarifaire souple des unités agro-alimentaires ;
- changement de mentalité des administrations et élimination des tracasseries administratives et des taxes sauvages (DNAE, Douane, Police, Gendarmerie etc.);
- mesures fiscales incitatives à l'investissement dans les secteurs.

2. La promotion des investissements publics dans le cadre du Budget Spécial d'Investissement et des Plans Nationaux de Développement

Ces besoins de renforcement d'infrastructures apparu tant au niveau de la production qu'à celui de la transformation pourraient trouver leurs solutions dans le cadre de la mise en oeuvre du Budget Spécial d'Investissement (BSI) et des Plans Nationaux de Développement.

Il faudrait toutefois veiller sur l'inscription de dotations budgétaires suffisantes, nécessaires à la réalisation des infrastructures (micro-barrages, périmètres irrigués etc...).

Par ailleurs l'expérience passée enseigne que les financements ont surtout été orientés vers les dépenses de fonctionnement des structures au détriment du producteur et du transformateur.

Dans la stratégie nouvelle, une réorientation en faveur des vrais acteurs du développement est nécessaire.

C. La Contribution des Partenaires au Développement

Celle - ci a été déterminante dans les progrès enregistrés pour le riz en zone Office du Niger grâce notamment aux appuis financiers et techniques de la Banque Mondiale, de la Caisse Française de Développement, de la Hollande et du Fonds Européen de Développement.

Les actions engagées doivent être poursuivies sur la base des options du Plan d'Action du Développement Rural et de l'Environnement décidé par le Gouvernement du Mali.

Les objectifs visés devant permettre de réaliser l'autosuffisance en riz et surtout la conquête des marchés des pays voisins de l'UEMOA, le Mali dispose à cet égard des avantages comparatifs signalés dans le Programme Communautaire de Première Génération.

Par ailleurs, les performances réalisées dans la gestion des finances publiques maliennes sont en passe de permettre de cesser de recourir à l'aide budgétaire extérieure en 1997, avec l'équilibre budgétaire retrouvé.

Dans cette perspective, les mesures suivantes devraient être envisagées :

- réorienter une partie substantielle de l'aide en faveur de la promotion du secteur de l'agro-alimentaire ;
- veiller sur la fluidité des dépenses de contre partie pour éviter tout facteur de blocage des financements extérieurs.
- veiller sur la bonne exécution du Budget Spécial d'Investissement (BSI).
- assurer une bonne coordination des aides extérieures en faveur du secteur.

D. Le rôle des opérateurs économiques, des organisations professionnelles et des structures d'encadrement du secteur privé.

2.1. Au niveau des opérateurs économiques

Les efforts devront tendre vers :

- l'émergence d'opérateurs crédibles ayant l'esprit d'entreprise ;
- le montage de projets viables.

Cette question mérite une attention particulière notamment en ce qui concerne les études de marché et donc de rentabilité malgré les aléas nombreux, s'agissant du secteur agricole.

- la formation et le professionnalisme.

2. Au niveau des organisations professionnelles et des structures d'encadrement

Ces entités ont un rôle clé à jouer surtout dans le contexte de l'intégration africaine et de la mondialisation des économies.

Les efforts devront tendre vers :

- la formation et l'information économique et commerciale (gestion et marketing, technologie, normes de qualité, recherche de débouchés) ;
- l'implication des grosses fortunes commerçantes opérant dans le secteur céréalier vers la reprise des unités du secteur productif à privatiser et création de nouvelles unités ;
- la promotion des produits par l'organisation de foires, expositions au Mali ainsi que par la participation des opérateurs économiques à des manifestations commerciales dans d'autres pays ;
- l'assistance des opérateurs dans le domaine du règlement de litiges potentiels.

En raison du développement des transactions commerciales avec l'étranger, il devient impérieux d'encadrer les opérateurs pour éviter les litiges et les assister si nécessaire.

E. Financement du secteur

Le dialogue amorcé avec le système bancaire par les structures d'encadrement (APCAM, CCIM, FNEM) à travers l'association professionnelle des banques a permis de restaurer un meilleur climat de relations propice à une bonne collaboration.

Le problème du financement se pose aussi bien pour les nouveaux promoteurs que pour les entreprises existantes. Les besoins d'équipement et des fonds de roulement sont importants surtout après la dévaluation de 1994.

Il sera impossible de promouvoir le secteur si ce problème clé ne trouve pas de solution.

Les efforts devront tendre vers la recherche de solutions dans les domaines ci-après :

- l'utilisation des lignes de crédits logées chez les banques encore oisives (près de 20 Milliards de francs CFA). ;
- le développement du système des micro-crédits à l'instar de Kafo - Djiguinè dans la région de Sikasso, des Caisses Villageoises Autogérées en pays dogon, de caisses SDID grâce à l'aide Canadienne à Ségou et actuellement dans les communes de Bamako (ces structures constituent des sources alternatives de financement qu'il faut encourager) ;
- le refinancement par les Banques des concours octroyés par ces structures.

La réussite et la pérennisation de ce mouvement dépendront très largement de relais que prendront les autres banques à l'instar de la BNDA qui a ouvert des lignes de refinancement aux ONG engagées dans ce processus.

F. Les échanges au niveau sous-régional et international

Le Mali a signé en Janvier 1994 le Traité instituant L'UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest). Cette Union dont la mise en oeuvre à commencer ouvre les perspectives d'un espace économique de 60 Millions de consommateurs dont il faut être en mesure de saisir les opportunités. Le secteur agro-alimentaire du Mali paraît à cet égard bien placé.

En effet, le Mali dispose d'avantages comparatifs pour les filières prioritaires retenues plus haut (céréales sèches, riz, fruits et légumes, oléagineux, produits animaux, produits de cueillette).

Dans cette perspective le secteur doit s'organiser dans les domaines suivants :

1. Au plan interne :

- l'accroissement de compétitivité ;
- la présentation d'offres communes ;
- la création d'infrastructures de stockage ;

- la facilitation de la circulation de l'information commerciale par les méthodes modernes de communications;
- le renforcement des organisations professionnelles ;
- la recreation du Centre Malien de Promotion du Commerce Extérieur (CMCE) ;
- l'adoption de mesures incitatives pour le développement des exportations ;
- l'amélioration de la qualité.

2. Au plan sous-régional et international :

- la mise en place de projets intégrateurs ;
- la mise en place et l'utilisation des fonds structurels ;
- la dynamisation des commissions mixtes et des structures consulaires.

CONCLUSIONS

Le développement du secteur agro-alimentaire du Mali passe par la qualité des choix stratégiques, l'adéquation des mesures qui seront prises et mises en oeuvre et de l'implication à fond de tout les acteurs de développement concernés : Etat, Opérateurs Privés et Système Bancaire, le tout devant être soutendus par une volonté politique sans faille.